

Réponse de bobo

Les plus de 500 personnes qui ont manifesté ce samedi 22 juin à Lipsheim-Fegersheim (du jamais vu de mémoire d'homme dans ces paisibles villages) et les plus de mille familles qui ont déjà apporté leur soutien écrit au collectif (« Non à la zone logistique et ses nuisances ! ») qui s'oppose à ce rapt de 100 ha des meilleures terres agricoles sont, à en croire M Bigot, (interview dans Rue 89 du 28 juin) des « bobos qui n'ont pas de problème d'emploi » et qui plus est, sont de mauvais parents puisqu'ils « ne pensent pas à l'avenir de leurs enfants » !(sic) . Voilà qui est dit. Sûr qu'avec des arguments choc de cet acabit, on comprend mieux pourquoi M Bigot refuse depuis des semaines de recevoir une délégation du collectif qui rassemble les agriculteurs, des associations et des citoyens de ces deux villages. En effet, si c'est là la seule réponse que M Bigot a à apporter aux arguments et interrogations soulevés par le collectif, il faut avouer que c'est un peu court, et que cela ne mérite évidemment pas d'y consacrer une réunion.

M Heimburger, président de la chambre de commerce dans sa tribune parue dans les DNA du 26/02 va dans le même sens en suggérant que les opposants à ce projet ne pensent qu'à préserver égoïstement leur petit confort et ne se préoccupent pas de la nécessité de créer des emplois. Dans les deux cas et selon une technique éprouvée, ces arguments visent à culpabiliser mais évitent soigneusement de répondre aux questions de fond posées par ce projet.

Les agriculteurs qui se battent pour la sauvegarde de leur outil de travail, les riverains qui subissent depuis plus de trente ans les nuisances d'un trafic de 42 000 véhicules/ jour, ceux qui s'interrogent sur la pertinence d'une localisation qui conduira à rajouter du trafic à un axe routier complètement engorgé aux heures de pointe, et ces citoyens qui voient partout les friches industrielles et commerciales se développer et qui constatent que malgré les discours sur le développement durable, on s'apprête, comme si rien n'avait changé, à « taper » une nouvelle fois dans les terres fertiles, ces citoyens ne méritent-ils pas mieux que de se voir affubler du qualificatif de bobo ? Mais quel message M Bigot a-t-il bien voulu nous délivrer en utilisant ce terme? Voyons ce nous en dit l'encyclopédie Wikipédia ? Bobo : « contraction de bourgeois-bohème, personne relativement aisée dont les valeurs se situent à gauche ». Comprendra qui pourra.

Non, Messieurs, plus sérieusement, ceux qui manifestent contre cette zone ne sont pas contre l'emploi, ils ne sont pas indifférents au futur de leurs enfants, mais ils se posent des questions, ils **vous** posent des questions.

Car Il est faux d'affirmer qu'il n'y a pas de disponibilités foncières dans la CUS. Les friches existent et malheureusement se multiplient. Tout un chacun peut le constater, rien que pour Fegersheim on en compte près d'une dizaine de ha (Îlot Babou, Ehalt). Pourquoi ne pas répondre à notre demande de faire réaliser une étude indépendante et objective sur ces friches industrielles, leur situation vis-à-vis de l'environnement, leur statut juridique et les conditions de leur mobilisation, à l'instar de ce qui a été fait à Lille. Pourquoi est-il plus facile en France d'exproprier 300 petits propriétaires que quelque gros qui laissent leurs terrains à l'abandon. Si les outils juridiques n'existent pas pour reprendre la main sur ces terrains, faites voter les lois qui le permettront. Votre parti ne détient-il pas la majorité pour légiférer ? Pourquoi ne pas obliger les entreprises à constituer au cours de leurs années

d'activité des provisions financières, comme elles le font déjà en matière sociale, qui garantiraient la remise en état des terrains en cas d'arrêt d'activité ?

Par ailleurs, ne pourrait-on pas imaginer une meilleure collaboration entre les collectivités territoriales et locales pour la constitution de zones d'activité partagées. (Erstein n'est qu'à 10 km de Fegersheim et a du mal à remplir sa zone.)

Voilà des pistes de travail créatrices d'emploi dont aimerions bien nous entretenir plutôt que de subir vos invectives.

La désindustrialisation que nous subissons, n'est pas due au manque de disponibilités foncières, Tout le monde sait que les vrais raisons sont ailleurs. Si M Heimburger émet des craintes sur le déménagement potentiel d'entreprises, faute de place ici, de l'autre côté du Rhin. Si ces craintes étaient vérifiées ce n'est pas parce que le foncier y est moins cher ou les contraintes moins fortes, sinon les entreprises allemandes ne consommeraient pas deux fois moins de terres à activité égale. Alors cherchons l'erreur et arrêtons les schémas simplistes qui consistent à croire qu'il suffit de lotir pour provoquer une génération spontanée d'entreprises nouvelles.

On nous dit aujourd'hui que le ban agricole de Fegersheim (le plus petit du secteur) doit être sacrifié. En compensation, la CUS dans le cadre du PLUC en cours de réalisation, se propose de reclasser 532 ha de terrains qui avaient un jour été destinés à des projets urbanistiques plus ou moins précis et lointains, en terrains agricole. Précisons qu'il en restera quand même 1900 ha à urbaniser. Au rythme de la consommation effrénée actuelle de 60 ha/an, il y en a quand même encore pour trente ans de disponibilités avant de devoir à nouveau modifier le PLU. C'est un marché de dupe qui nous est proposé dont les premières victimes sont les agriculteurs de Fegersheim.

Nous avons soulevé le couvercle d'un débat qui dépasse très largement le cadre local de nos communes, il serait important que le débat ait lieu, qu'il s'élargisse, que les élus et les citoyens s'en emparent, car il s'agit d'un problème d'aménagement du territoire et de choix de mode de vie

En tous cas, les habitants de Fegersheim et des villages limitrophes y ont pris goût, ils ne sont pas prêts à lâcher la moindre parcelle de terrain en l'absence d'explication plus sérieuse et en l'absence de recherche de solutions alternatives.

Le comité de pilotage du collectif « Non à la Zone logistique de Fegersheim-Lipsheim et ses nuisances »